



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 18.06.2014

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Madame la Ministre de la Santé.

Vu la part importante de professionnels de santé en provenance des pays limitrophes du Luxembourg, les barrières linguistiques entre le personnel et les patients ont fait l'objet de nombreuses discussions.

Dans le domaine de la prise en charge psychologique, la communication entre un patient et son thérapeute constitue la colonne vertébrale des soins conférés. L'état psychique critique de certaines personnes concernées risque de provoquer des tentatives de suicide ou d'autres incidents et nécessite un encadrement immédiat et conséquent. Il est dès lors crucial qu'en cas d'urgence le personnel présent dans les institutions aura les compétences linguistiques pour permettre aux patients de s'exprimer dans leur langue maternelle.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre, partage-t-elle l'avis que la situation linguistique dans les institutions médicales constitue un problème ?
- Dans l'affirmative, de quelle manière Madame la Ministre entend-elle intervenir afin de trouver une solution dans l'intérêt des patients ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Nancy Arendt
Députée



16.7.2014

**Réponse de la Ministre de la Santé
à la question parlementaire n° 360 de Madame la députée Nancy ARENDT
concernant les barrières linguistiques dans le secteur de la santé**

Les diverses dispositions législatives, tant pour les médecins que pour les professions de santé, prévoient que ceux-ci doivent se familiariser avec la situation luxembourgeoise et sont tenus d'acquérir les connaissances linguistiques nécessaires à leur activité au risque de voir engagée leur responsabilité disciplinaire, civile ou pénale.

En vue de favoriser l'acquisition des connaissances linguistiques éventuellement déficientes, les employeurs des structures de soins luxembourgeoises ont mis en place des facilités destinées à permettre à leurs employés de suivre des cours correspondants afin de pouvoir communiquer dans les trois langues officielles du Luxembourg; à savoir le luxembourgeois, le français et l'allemand.

De plus, il y a lieu de rappeler que de nombreux professionnels manient l'anglais et d'autres langues maternelles telles que le portugais ou l'italien et seront à même de servir d'interprète en cas de besoin.

Il en résulte que lors de la prise en charge d'un patient dans une structure de soins, une communication et un partage d'information peuvent être assurés afin de cerner la problématique ayant été à l'origine de la demande de prise en charge.

S'il s'avérait que le patient se trouve dans une situation d'urgence, les médecins et le personnel de soins sont en mesure de gérer cette situation, et cela préalablement à la prise en charge proprement dite pour le problème sous-jacent.

Ceci vaut d'ailleurs également pour les diverses pathologies psychiques qui, après une prise en charge de la phase critique, devront être relayées aux professionnels compétents.

Si Madame la députée disposait toutefois d'informations plus précises concernant des situations où la non-connaissance, respectivement une connaissance linguistique insuffisante aurait été à l'origine, voire aurait essentiellement contribué à un événement non désirable, je la prierais de me les transmettre.